

L'Ancien Ordre Mondial touche à sa fin – Un Nouvel Ordre Mondial émerge

La trahison de Gaza représente l'un des échecs moraux les plus profonds du début du XXI^e siècle — un abandon au ralenti qui a déchiqteté la promesse post-Holocauste de « Plus jamais ça » et révélé la fragilité du droit international face à la puissance brute et à l'opportunisme politique. Pendant 29 mois, à partir d'octobre 2023, le monde a regardé Gaza subir une dévastation implacable : des maisons réduites en ruines, des hôpitaux ciblés, des enfants affamés, des familles entières effacées. Les images étaient incontournables — nourrissons faméliques, amputés sans anesthésie, fosses communes creusées à la main — et pourtant, la réponse de ceux qui se prétendaient gardiens des normes mondiales fut, au mieux, une rhétorique impuissante et, au pire, une complicité active par des véto, des livraisons d'armes et une couverture diplomatique.

« Plus jamais ça » est né des cendres d'Auschwitz et de Treblinka, un serment gravé dans la conscience de l'humanité après le meurtre industrialisé de six millions de Juifs et de millions d'autres. Il est devenu la pierre angulaire morale de l'ordre post-1945 : la Convention sur le génocide de 1948, la Déclaration universelle des droits de l'homme, les principes de Nuremberg affirmant que les crimes contre l'humanité transcendent les frontières et la souveraineté. Pourtant, à Gaza, cette promesse s'est brisée. Des experts de l'ONU, dont le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens, ont décrit des schémas compatibles avec un génocide — tuer des membres du groupe, causer de graves atteintes corporelles ou mentales, infliger délibérément des conditions calculées pour entraîner la destruction physique. La Commission internationale indépendante d'enquête a conclu à la responsabilité des autorités israéliennes pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité, y compris l'utilisation de la famine comme méthode de guerre, l'extermination, la persécution genrée et le transfert forcé. La Cour internationale de Justice (CIJ), dans ses mesures provisoires ordonnées en janvier 2024, a jugé plausible que des actes prohibés par la Convention sur le génocide soient en cours et a ordonné à Israël de prévenir de tels actes, d'assurer la livraison d'aide et de punir l'incitation. Les ordonnances et avis consultatifs ultérieurs ont renforcé les obligations de faciliter l'accès humanitaire, y compris pour l'UNRWA, et déclaré certains aspects de l'occupation illégaux.

Il ne s'agissait pas de notes de bas de page juridiques obscures ; c'étaient des prononcements contraignants de la plus haute cour du monde et d'organes autorisés de l'ONU. Pourtant, le respect fut minimal. Israël a restreint ou bloqué l'aide — l'UNRWA a fait face à des suspensions, des passages fermés pendant des mois, des couloirs humanitaires militarisés ou privatisés dans un chaos mortel. En 2025-2026, les conditions de famine sont réapparues, avec des rations réduites à des fractions des besoins caloriques, des prothèses bloquées pour des milliers d'amputés, et des évacuations médicales stoppées. Plus de 70 000 Palestiniens tués (probablement bien plus si l'on compte les décès indirects dus aux

maladies, à la faim et au manque de soins), un enfant sur cinq dans le monde vivant dans des zones de conflit avec Gaza comme épicrocentro de la souffrance. Le monde savait — imagerie satellite en temps réel, dépêches de journalistes, rapports d'ONG — et pourtant, la machine de reddition de comptes s'est enrayée.

L'abandon de la communauté internationale fut institutionnel. Le Conseil de sécurité de l'ONU, paralysé par les vétos américains répétés, a échoué à imposer des cessez-le-feu ou des pauses humanitaires. Des résolutions exigeant l'arrêt immédiat des hostilités, un accès inconditionnel à l'aide et la libération d'otages ont été bloquées — souvent par le seul vote contraire de Washington — malgré un soutien quasi universel des autres membres. Des « pauses humanitaires » ont été proposées et vetoées ; les appels au respect des ordonnances de la CIJ ont été ignorés. Les États-Unis, allié le plus fervent d'Israël, ont continué à fournir une aide militaire tout en déplorant les pertes civiles dans un langage soigneusement nuancé, présentant le conflit comme une légitime défense contre le Hamas tout en éludant le siège et l'occupation plus larges. Les alliés en Europe et ailleurs ont émis des déclarations de préoccupation mais les ont rarement traduites en pressions concrètes — sanctions différées, exportations d'armes maintenues, reconnaissance diplomatique intacte.

Ce n'était pas une simple inaction ; c'était une cécité sélective. La promesse de « Plus jamais ça » a été invoquée de manière sélective pendant des décennies — à juste titre pour l'Holocauste, pour la Bosnie, pour le Rwanda avec le recul — mais à Gaza, le calcul a changé. Les alliances politiques, l'influence des lobbies et les intérêts stratégiques l'ont emporté sur les principes universels. Résultat : un peuple confiné dans une prison à ciel ouvert, soumis à des bombardements et à un blocus, tandis que l'ordre mondial qui prétendait empêcher de telles horreurs détournait le regard ou les facilitait. La trahison s'est approfondie à chaque veto, chaque convoi retardé, chaque déclaration « pensées et prières » de capitales qui auraient pu agir mais ont choisi de ne pas le faire.

L'orgueil finit toujours par coûter cher. Les architectes de cet ordre — ceux qui ont bâti des institutions sur les ruines de la Seconde Guerre mondiale pour empêcher la répétition — ont supposé que l'autorité morale était auto-entretenu, que le pouvoir pouvait indéfiniment outrepasser la loi et la conscience sans conséquence. Ils se sont trompés. Les empires qui s'élèvent finissent par tomber, souvent non par une défaite sur le champ de bataille mais par l'érosion de leur légitimité. Lorsque la promesse de « Plus jamais ça » devient un slogan plutôt qu'une éthique contraignante, lorsque le droit international est appliqué de façon sélective, lorsque la souffrance d'un peuple est jugée tolérable pour des raisons de commodité géopolitique, les graines de la destruction sont semées.

Maintenant, la facture arrive, et elle arrive avec la force inexorable prédite dans *Dune* de Frank Herbert — une saga où pouvoir, contrôle des ressources et cycles inexorables de montée et de chute s'entrelacent de manière qui semble prophétique plutôt que fictive. Trois métaphores de l'univers de *Dune* encadrent le tremblement de terre géopolitique actuel avec une précision troublante.

D'abord, l'épigramme de la princesse Irulan dans *Les Enfants de Dune* : « Si l'histoire nous enseigne quelque chose, c'est simplement ceci : toute révolution porte en elle les graines de

sa propre destruction. Et les empires qui s'élèvent tomberont un jour. » Cet avertissement sobre résonne à travers les événements de mars 2026. Les États-Unis, architecte et enforcer de l'ordre post-Seconde Guerre mondiale bâti sur une projection militaire incontestée, l'hégémonie du dollar et une autorité morale sélective, affrontent maintenant les blessures auto-infligées de leur propre sur-extension. Ce qui a commencé comme un dégoût moral face à l'impunité à Gaza s'est métastasé en un défi structurel : l'insistance de l'empire à un soutien absolu à Israël, même au milieu de documentées horreurs, a semé le ressentiment dans le Sud global et fracturé les alliances plus proches du foyer. Chaque escale — frappes de décapitation pendant des cessez-le-feu fragiles, détournement de systèmes défensifs d'Ukraine et de l'Indo-Pacifique — plante des graines de backlash plus profondes. L'assassinat du Guide suprême Ali Khamenei le 28 février 2026, au milieu de négociations en cours, a brisé toute confiance diplomatique restante. Son fils Mojtaba Khamenei, endurci par des pertes personnelles et familiales, a juré vengeance et résistance soutenue, refusant tout cessez-le-feu sans redressement systémique pour la Palestine. L'histoire, comme le rappelle Irulan, n'autorise pas l'ascension perpétuelle ; les mécanismes mêmes qui ont élevé les États-Unis au statut de superpuissance exposent maintenant des vulnérabilités face à une résistance asymétrique déterminée.

Deuxièmement, la ligne iconique attribuée au baron Vladimir Harkonnen : « Celui qui contrôle l'épice contrôle l'univers. » Dans le cosmos d'Herbert, le mélange — l'épice gériatrique — est la clé de voûte de la civilisation interstellaire : il prolonge la vie, élargit la conscience et permet aux Navigateurs de la Guilde de plier l'espace. Contrôler Arrakis équivaut donc à tout contrôler. Dans notre analogie, le pétrole (et dans une moindre mesure le gaz naturel liquéfié) joue le rôle de l'épice. Pendant des décennies, les États-Unis ont dominé les flux — pas toujours par possession directe des réserves, mais par la suprématie navale sécurisant les voies maritimes, les alliances garantissant des producteurs amis, et le système pétrodollar assurant la demande pour le dollar. Le détroit d'Ormuz, par lequel passait environ 20 % du pétrole mondial quotidiennement, est devenu le point d'étranglement moderne d'Arrakis. La fermeture effective — ou la restriction sévère — du détroit par l'Iran, soutenue par des menaces de missiles, des mines et des annulations d'assurances, a renversé ce contrôle. Le trafic s'est réduit à un filet ; les producteurs du Golfe réduisent la production alors que le stockage déborde ; les tentatives de réacheminement via Bab el-Mandeb font face à de nouvelles menaces houthis. Le pétrodollar lui-même tremble alors que l'Iran expérimente le passage en yuans ou en roubles pour les cargaisons alignées. Les architectes de l'ancien ordre — Washington et ses alliés les plus proches — découvrent soudain que le contrôle nominal ne signifie rien quand le flux lui-même peut être interrompu.

Pourtant, l'intuition la plus profonde vient d'une observation plus subtile dans l'adaptation en minisérie de *Les Enfants de Dune* (écho aux thèmes d'Herbert) : « Ce n'est pas qui contrôle l'épice, mais qui a la capacité de perturber l'épice. » Cette inversion capture l'essence du moment présent. Les États-Unis peuvent encore se vanter de la plus grande marine, des chasseurs les plus avancés et des réserves stratégiques les plus profondes, mais l'Iran — soutenu indirectement par le renseignement russe, le hedging économique chinois et un réseau de proxies — a démontré que la supériorité réside dans la perturbation. En maintenant des barrages de missiles, en étranglant Ormuz et en menaçant des points

d'étranglement secondaires, Téhéran impose des coûts que l'empire peine à égaler de manière durable. Les munitions américaines épuisent des années de stock en semaines ; les intercepteurs sont détournés d'autres théâtres ; les alliés réévaluent discrètement les accords de bases alors que les sites protégés par les États-Unis attirent des tirs qu'ils ne peuvent repousser entièrement. Les porte-avions, autrefois symboles de projection incontestée, opèrent maintenant sous menace constante dans un monde d'hypersoniques et d'essaims de drones. Le bluff a été appelé : la puissance conventionnelle écrasante fléchit face à la volonté d'endurer la douleur et d'imposer une attrition asymétrique.

La rage qui a déclenché ce règlement de comptes — la volonté d'accueillir l'effondrement systémique s'il met fin à l'impunité — reflète une vérité plus profonde : quand l'épuisement moral rencontre la sur-extension matérielle, la chute s'accélère. Les publics ordinaires en Occident, engourdis ou distraits par les images médiatisées de souffrance, ont échoué à arrêter la machine par des grèves générales ou un retrait massif du consentement. Maintenant, la douleur arrive viscéralement à la pompe et dans le portefeuille. La libération record de 400 millions de barils par l'Agence internationale de l'énergie (11 mars 2026) — la plus importante de l'histoire — achète des semaines, peut-être des mois, mais l'épuisement menace fin juin si les perturbations persistent. Les prix du pétrole grimpent vers 100 \$+ le baril (avec des scénarios pires prévoyant 135–200 \$) ; les benchmarks européens comme le TTF gaz flambent ; des équivalents carburant proches de 20 € le litre deviennent imaginables sur les marchés à forte fiscalité. Ce choc portemonnaie — bien plus immédiat que les atrocités lointaines — allume les manifestations de masse, les grèves générales et les révoltes électorales longtemps absentes.

L'Europe, surtout l'Allemagne, se trouve au cœur de la vulnérabilité. La transition énergétique allemande (Energiewende) — sortie progressive du nucléaire et accélération de la réduction du charbon — a rétréci les options au gaz importé et aux renouvelables intermittents, laissant les prix de l'électricité en otage de la volatilité fossile mondiale. La France s'amortit avec sa base nucléaire ; la Pologne et l'Espagne conservent du charbon ou un fort découplage solaire ; les États-Unis, la Chine, la Russie et le Japon puisent dans des sources domestiques diversifiées. L'Allemagne, cependant, fait face à une douleur industrielle aiguë, une tension fiscale et une érosion politique. La coalition du chancelier Merz s'accroche à l'orthodoxie fiscale et aux engagements inébranlables — aide à l'Ukraine, sanctions contre la Russie, soutien inconditionnel à Israël — tandis que les États du Sud (Irlande, Espagne, Italie) s'irritent du cynisme moral sur Gaza, et que la Hongrie/Slovaquie poussent pour un réalisme énergétique pragmatique en assouplissant les restrictions sur les importations russes. La crise pétrolière amplifie chaque fracture : une répartition inégale de la douleur risque des cascades de vétos, des renversements de politique ou une rupture complète de la cohésion de l'UE. L'Allemagne plie — en adoucissant ses positions pour éviter une révolte intérieure et des élections anticipées — ou devient le pivot sur lequel le bloc se fracture.

La posture de l'Iran souligne le paradigme de la perturbation. La succession à Mojtaba Khamenei a fusionné vengeance et clarté stratégique. Aucun plan de sortie n'existe après des frappes pendant des négociations actives ; la confiance est brisée. Téhéran exige non une simple désescalade mais un redressement systémique — une Palestine décolonisée,

le démantèlement de « l'entité sioniste » — conditions politiquement impossibles pour une administration américaine redevable aux réseaux et à l'influence pro-israélienne. Les tentatives de retrait sauve-la-face échouent face à ce maximalisme. Les préparations du régime sur des décennies — prolifération de missiles, durcissement des proxies, hedging monétaire — s'exécutent maintenant avec précision, transformant les bases américaines d'actifs en passifs et les alliances en fardeaux.

Dans la sagesse de Dune, toute révolution porte les graines de sa propre destruction, et les empires tombent parce qu'ils oublient que le pouvoir sans légitimité est fragile. L'abandon de Gaza fut cet oubli incarné : un orgueil qui supposait l'impunité éternelle. Le prix n'est pas une justice abstraite différée ; c'est le démantèlement en cours — chaos économique, réalignement géopolitique, fissuration de la façade qui prétendait soutenir un monde basé sur des règles. La facture est due, et l'histoire, impitoyable, la présente en totalité.

Ce qui émerge n'est pas un simple effondrement mais une transformation : une aube multipolaire où la perturbation force l'équité, où la faillite morale de l'ancien ordre cède la place à un nouvel éclairage, fût-il turbulent. L'épice ne coule plus aux conditions de Washington. Et dans cette simple réalité réside le commencement d'une fin — et peut-être, enfin, les graines de quelque chose de plus juste.